

20 avril 2010

# Conversations avec la bloggeuse cubaine Yoani Sánchez

Salim LAMRANI



*Un drone («faux bourdon» en anglais) ; ou UAV (Unmanned Aerial Vehicle) est un aéronef sans pilote humain à bord. Il emporte une charge utile destinée, le plus souvent, à des missions de type surveillance, renseignement, etc. au profit des forces armées ou régaliennes d'un état. (Wikipedia) Voici donc Yoani Sanchez, la plus célèbre bloggeuse au MONDE, qui a apparemment des difficultés pour former des phrases et plus de deux idées à la suite. Les blogueurs du monde entier apprécieront les nombreux prix qui lui ont été décernés. Yoani Sanchez est au blogosphère ce que les drones sont à l'aviation. Ca vole, certes, mais le pilote est ailleurs. (Note du Grand Soir)*

*Yoani Sánchez est la nouvelle figure de l'opposition cubaine. Depuis la création de son blog Generación Y en 2007, elle a obtenu d'innombrables prix internationaux : le prix de Journalisme Ortega y Gasset (2008), le prix Bitacorras.com (2008), le prix The Bob's (2008), le prix Maria Moors Cabot (2008) de la prestigieuse université étasunienne de Columbia.*

*De la même manière, la bloggeuse a été sélectionnée parmi les 100 personnes les plus influentes du monde par la revue Time (2008), en compagnie de George W. Bush, Hu Jintao et le Dalaï Lama.*

*Son blog a été inclus dans la liste des 25 meilleurs blogs du monde de la chaîne CNN et la revue Time (2008). Le 30 novembre 2008, le quotidien espagnol El País l'a inclus dans sa liste des 100 personnalités hispano-américaines les plus influentes de l'année (liste dans laquelle n'apparaissaient ni Fidel Castro ni Raúl Castro). La revue Foreign Policy a fait mieux en décembre 2008 en l'incluant parmi les 10 intellectuels les plus importants de l'année et la revue mexicaine Gato Pardo en a fait de même pour l'année 2008.*

*Cette impressionnante avalanche de distinctions ainsi que leur caractère simultané ont soulevé de nombreuses interrogations, d'autant plus que Yoani Sánchez, selon ses propres aveux, est une parfaite inconnue dans son pays. Comment une personne méconnue de ses propres voisins – toujours d'après la propre bloggeuse – peut-elle faire partie de la liste des 100 personnalités les plus influentes de l'année ?*

*Un diplomate occidental, proche de cette opposante atypique au gouvernement de La Havane, avait lu une série d'articles que j'avais écrits au sujet de Yoani Sánchez et qui étaient relativement critiques à son égard. Il en référa à la bloggeuse cubaine*

*et cette dernière avait alors souhaité me rencontrer pour apporter quelques éclaircissements sur plusieurs sujets que j'avais soulevés.*

*La rencontre avec la jeune dissidente à la réputation controversée n'a pas eu lieu dans quelque appartement obscur aux volets fermés ou dans un endroit isolé et reclus pour échapper aux oreilles indiscrètes de la « police politique ». Au contraire, elle s'est déroulée dans le lobby de l'hôtel Plaza, dans l'hyper-centre de La Vieille Havane, lors d'un après-midi baigné de soleil. Le lieu était fréquenté par de nombreux touristes étrangers qui déambulaient dans l'immense salon du majestueux édifice touristique qui a ouvert ses portes au début du XXe siècle.*

*Yoani Sánchez est proche des ambassades occidentales. En effet, un simple coup de fil de mon contact à midi a permis de fixer un rendez-vous trois heures plus tard. A 15 heures, la bloggeuse est apparue souriante, vêtue d'une jupe longue et d'un tee-shirt bleu. Elle portait également une veste de survêtement pour faire face à la relative fraîcheur de l'hiver havanais.*

*L'entretien a duré près de deux heures autour d'une table du bar de l'hôtel, avec la présence de son mari Reinaldo Escobar, qui l'a accompagnée durant une vingtaine de minutes avant de quitter les lieux pour un autre rendez-vous.*

*Yoani Sánchez s'est montrée extrêmement cordiale et affable et a fait preuve d'une grande tranquillité. Le ton de voix était assuré et à aucun moment elle n'est apparue mal à l'aise. Habitée aux médias occidentaux, elle domine relativement bien l'art de la communication.*

*Cette bloggeuse cubaine, à l'allure frêle, est intelligente et sagace et est consciente, même si elle a du mal à le reconnaître, que sa médiatisation en occident n'est pas le fruit du hasard mais est due au fait qu'elle prône l'instauration d'un « capitalisme sui generis » à Cuba.*

### ***L'incident du 6 novembre 2009***

*Salim Lamrani : Commençons par l'incident survenu le 6 novembre 2009 à La Havane. Sur votre blog, vous aviez expliqué avoir été arrêtée en compagnie de trois de vos amis par « trois inconnus trapus » lors d'un « après-midi chargé de coups, de cris et d'insultes ». Vous avez dénoncé les violences commises à votre encontre par les forces de l'ordre cubaines. Vous confirmez vos propos à ce sujet ?*

*Yoani Sánchez : Effectivement, je confirme que j'ai subi des violences. J'ai été séquestrée pendant 25 minutes. J'ai pris des coups. J'ai réussi à prendre un papier que l'un d'entre eux avait dans la poche et l'ai mis dans ma bouche. L'un des hommes a mis son genou sur ma poitrine pendant que l'autre, depuis le siège avant, me tapait sur les reins et la tête pour que j'ouvre la bouche et que je lâche le papier. Pendant un moment, j'ai pensé que je ne sortirai jamais de cette voiture.*

*SL : Votre récit sur le blog est vraiment terrifiant. Je vous cite textuellement : vous avez parlé de « coups et de bousculades », de « coups sur les jointures de vos mains », de la « nouvelle avalanche de coups », du « genou sur votre poitrine », des coups « sur les reins et la tête », du tirage de « cheveux », de votre « visage rougi par la tension et le corps endolori », des « coups qui continuent à pleuvoir », et*

*« tous ces bleus ». Pourtant, lorsque vous avez reçu la presse internationale le 9 novembre, toutes les traces de coups avaient disparu. Comment expliquez-vous cela ?*

YS : Ce sont des professionnels de la raclée.

*SL : D'accord, mais pourquoi n'avez-vous pas pris de photos des traces ?*

YS : J'ai pris des photos et je dispose de preuves photographiques.

*SL : Vous avez des photos ??*

YS : J'ai des photos.

*SL : Mais pourquoi vous ne les avez pas publiées pour couper court à toutes les rumeurs selon lesquelles vous auriez inventé une agression pour faire parler de vous ?*

YS : Je préfère les garder en ma possession pour le moment et ne pas les publier. J'ai l'intention de les présenter devant un tribunal un jour pour que ces trois hommes soient jugés. Je me souviens parfaitement de leurs visages et je dispose de photos d'au moins deux d'entre eux. Quant au troisième, il reste à identifier mais étant donné qu'il s'agissait du chef, il sera facile à trouver. Je dispose également du papier que j'ai pris à l'un deux et qui contient ma salive car je l'ai mis dans ma bouche. Ce papier contient le prénom d'une femme.

*SL : D'accord. Vous qui publiez beaucoup de photos sur votre blog, on a du mal à comprendre que vous préféreriez ne pas montrer les marques cette fois-ci.*

YS : Comme je vous l'ai dit, je préfère les réserver à la justice.

*SL : Vous comprenez que ce faisant, vous donnez du crédit à ceux qui pensent que vous avez inventé l'agression.*

YS : C'est mon choix.

*SL : Pourtant, même les médias occidentaux, qui vous sont plutôt favorables, ont pris des précautions oratoires inhabituelles pour relater votre récit. Fernando Ravsberg de la BBC a écrit par exemple que vous n'aviez « pas d'hématome, de marques ou de cicatrices ». CNN, dans son reportage, a évoqué votre souffrance « apparente ». L'Agence France Presse relate l'histoire en prenant soin de clarifier qu'il s'agit de votre version en titrant « Cuba : la bloggeuse Yoani Sanchez dit avoir été frappée et brièvement détenue ». Le journaliste affirme d'ailleurs que vous n'avez « pas été blessée ».*

YS : Je ne souhaite pas porter de jugement sur le travail journalistique de ces personnes. Ce n'est pas à moi de le faire. Ce sont des professionnels qui exercent leur métier dans des conditions difficiles. Ce qui est sûr c'est que l'existence ou non de marques physiques, ne constitue pas la preuve que le fait ait bien eu lieu ou pas.

*SL : En tout cas, la présence de marques prouverait que des violences ont bien été exercées. D'où l'importance de publier les photos.*

YS : Vous devez comprendre que nous avons affaire à des professionnels de l'intimidation. Le fait que ces trois inconnus m'aient conduite vers la voiture sans me présenter un badge me donne le droit de me plaindre et de dénoncer cela comme s'ils m'avaient fracturé tous les os du corps. Les photos ne sont pas importantes car l'acte illégal a été commis. Le fait de dire que je souffre ici ou là n'a pas tant d'importance non plus car il s'agit de ma douleur intérieure, personnelle.

*SL : Oui, mais le problème, c'est que vous avez présenté cela comme une agression très violente. Vous avez parlé de « séquestration au pire style de la camorra sicilienne ».*

YS : Oui, c'est vrai, mais je sais qu'il s'agit de ma parole contre la leur. Le fait d'entrer dans ce genre de détails, de savoir si j'ai des marques ou pas, nous éloigne du sujet réel qui est le fait que j'ai été détenue pendant 25 minutes de manière illégale.

*SL : Excusez-moi d'insister mais je pense que cela a son importance. Il y a une différence entre un contrôle d'identité qui dure 25 minutes et des violences policières. Ma question est simple. Vous avez dit, je vous cite : « Durant tout le week-end, j'ai eu la pommette et l'arcade enflées ». Etant donné que vous avez les photos, vous pouvez montrer les marques.*

YS : Je vous ai dit que je préfère les réserver à la justice.

*SL : Vous comprenez que certains vont avoir du mal à croire votre version si vous ne publiez pas les photos.*

YS : L'essentiel est ailleurs. Trois bloggeurs, accompagnés d'une amie, se rendaient à un endroit, Calle 23 Esquina G pour être précis. Nous avons entendu dire qu'un groupe de jeunes avaient organisé une marche contre la violence. Des personnes alternatives, des chanteurs de hip hop et de rap et des artistes. Je m'y rendais donc en tant que bloggeuse pour prendre des photos et les publier sur mon blog et également effectuer des interviews. Sur le chemin, nous avons été interceptés par une auto Geely.

*SL : Pour vous empêcher de participer à l'évènement ?*

YS : À l'évidence, c'était le but. Ils ne me l'ont pas formellement notifié mais j'imagine que c'était l'objectif recherché. Ils m'ont demandé de monter dans la voiture. Je leur ai demandé qui ils étaient. L'un d'eux m'a pris par le poignet et j'ai résisté. Cela a eu lieu au centre de La Havane, près d'un arrêt de bus.

*SL : Donc, il y a des gens. Il y a des témoins.*

YS : Il y a effectivement des témoins mais ils ne veulent pas parler. Ils ont peur.

*SL : Même pas de manière anonyme ? Pourquoi la presse occidentale ne les a-t-elle pas interviewés de manière anonyme comme elle le fait souvent quand elle publie des reportages critiques sur Cuba ?*

YS : Je ne sais pas. En tout cas, nous avons reçu certains témoignages. Un tel a vu la scène mais a peur. Mais personne ne veut parler.

*SL : Même pas la presse occidentale ? Car d'habitude, elle trouve toujours des témoignages et change le nom de la personne.*

YS : Je ne saurais vous expliquer la réaction de la presse. Je peux vous raconter ce que j'ai vécu. L'un d'entre eux, un homme d'une cinquantaine d'année au visage marqué, comme s'il avait pratiqué la lutte – je dis cela car mon père qui a pratiqué ce sport a les mêmes caractéristiques. Moi qui ai les poignets très fins, j'ai réussi à me libérer de son emprise et je lui ai demandé qui il était. Il y avait trois hommes en tout plus le chauffeur.

*SL : Donc quatre hommes au total et non trois.*

YS : Oui, mais je n'ai pas vu le visage du chauffeur. Ils m'ont dit : « Yoani, monte dans la voiture, tu sais qui nous sommes ». J'ai répondu : « Je ne sais pas qui vous êtes ». Le plus petit m'a dit : « Ecoute, tu sais qui je suis, tu me connais ». J'ai rétorqué : « Non, je ne te connais pas, qui es-tu ? Montre-moi tes papiers ou un document d'identité ». L'autre m'a dit : « Monte, ne rends pas les choses plus difficiles ». J'ai alors commencé à crier : « A l'aide ! Des kidnappeurs ! ».

*SL : Vous saviez qu'il s'agissait de policiers en civil ou pas ?*

YS : Je m'en doutais bien, mais ils ne m'ont jamais montré leurs papiers.

*SL : Quel était votre but alors ?*

YS : Je voulais qu'ils fassent les choses en toute légalité, c'est-à-dire qu'ils me montrent leurs papiers et qu'ils m'emmènent au poste ensuite, même si je me doutais bien qu'ils représentaient l'autorité. On ne peut pas faire monter un citoyen dans une voiture privée sans présenter son badge, sinon c'est illégal et il s'agit d'un enlèvement.

*SL : Comment ont réagi les gens à l'arrêt de bus ?*

YS : Ils ont été surpris de m'entendre crier à l'enlèvement car c'est un mot qui ne s'utilise quasiment jamais à Cuba, car ce phénomène n'existe pas ici. Ils se sont donc demandé ce qui était en train de se passer. On n'avait pas des têtes de délinquants. Certains se sont approchés mais l'un des policiers a crié : « Ne vous mêlez pas de cela car ce sont des contre-révolutionnaires ». Donc, j'ai eu la confirmation qu'il s'agissait de la police politique même si je m'en doutais à cause de la voiture Geely, de fabrication chinoise récente et qui ne se vend pas au public à Cuba. Elles appartiennent exclusivement au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des forces armées.

*SL : Donc vous saviez dès le début que ces personnes étaient des policiers en civil de par leur voiture.*

YS : Je m'en doutais bien. Par ailleurs, j'en ai eu la confirmation lorsque l'un d'entre eux a fait appel à un policier en uniforme. Une patrouille, composée d'un homme et

d'une femme, est arrivée et a embarqué deux d'entre nous. Elle nous a laissé entre les mains de ces trois inconnus.

*SL : Mais vous n'aviez alors plus aucun doute sur leur identité.*

YS : Oui, mais ils ne nous ont présenté aucun papier. Les policiers ne nous ont pas dit qu'ils représentaient l'autorité. Ils ne nous ont rien dit.

*SL : On a du mal à comprendre l'intérêt pour les autorités cubaines de s'en prendre à vous physiquement au risque de déclencher un scandale international. Vous êtes célèbre. Pourquoi auraient-elles fait cela ?*

YS : Leur but était de me radicaliser pour que j'écrive des textes violents à leur égard mais elles n'y arriveront pas.

*SL : On ne peut quand même pas dire que vous êtes tendre avec le gouvernement.*

YS : Je n'utilise jamais la violence verbale ni les attaques personnelles. Je n'utilise jamais d'adjectifs incendiaires tels que « sanglante répression » par exemple. Leur but était donc de me radicaliser

*SL : Pourtant, vous êtes déjà très acerbe à l'égard du gouvernement de La Havane. Sur votre blog vous dites : « le bateau qui prend l'eau de toutes parts et qui est sur le point de faire naufrage ». Vous parlez des « cris du despote », « des être des ombres, qui tels des vampires s'alimentent de notre joie humaine, nous inoculent la crainte à travers les coups, la menace, le chantage », « le processus, le système, les attentes, les illusions ont subi un naufrage. Il s'agit d'un naufrage total ». Ce sont des propos assez forts.*

YS : Certes, mais leur but était de brûler le phénomène Yoani Sánchez, de me diaboliser. Et c'est pour cela que mon blog a été bloqué pendant un moment.

*SL : Il semble néanmoins surprenant que les autorités cubaines aient décidé de s'en prendre à vous physiquement.*

YS : Elles ont fait preuve de maladresse. Je ne m'explique pas pourquoi elles m'ont empêché d'assister à la marche car je ne pense pas comme ceux qui répriment. Je n'ai pas d'explication. Peut-être souhaitaient-elles m'empêcher de me réunir avec des jeunes. Les policiers pensaient que j'allais faire un scandale ou faire un discours incendiaire. Pour en revenir à l'arrestation, les policiers ont emmené mes amis, de manière énergique et ferme mais sans violence. Au moment où je me rends compte qu'ils vont nous laisser seuls avec Orlando et ces trois types, je me suis accroché à un arbre qu'il y a dans cette rue et Claudia s'est accrochée à moi par la taille pour empêcher la séparation avant que les policiers ne l'emmenent.

*SL : Pourquoi résister aux forces de l'ordre en uniforme au risque d'être accusée de cela et commettre un délit ? En France, si vous résistez à la police, vous vous exposez à des sanctions.*

YS : Ils les ont emmenées de toute façon. La femme policière a emmené Claudia. Les trois personnes nous ont conduites à la voiture et j'ai recommencé à crier « A l'aide ! On m'enlève ! ».

*SL : Pourquoi, puisque vous saviez qu'il s'agissait de policiers en civil ?*

YS : Ils ne m'ont montré aucun document encore une fois. Ils commencent donc à me frapper et me poussent vers la voiture. Claudia en est témoin et l'a raconté.

*SL : Vous ne m'aviez pas dit qu'elle avait été emmenée par la patrouille ?*

YS : Elle a vu la scène au loin pendant que la voiture de police s'éloignait. Je me suis défendue et j'ai frappé comme un animal qui sent que son heure est venue. Ils ont ensuite roulé dans le quartier du Vedado tout en essayant de m'enlever le papier que j'avais dans la bouche. J'ai attrapé les testicules de l'un d'eux et la violence a redoublé. Ils nous ont emmenés vers un quartier assez marginal, la Timbra, qui se trouve près de la Place de la Révolution. L'homme est descendu, a ouvert la porte et nous a demandé de sortir. J'ai refusé de descendre. Ils nous ont donc sorti de force avec Orlando et sont partis.

Une dame est arrivée et nous lui avons dit que nous avions été séquestrés. Elle nous a pris pour des fous et est partie. La voiture est revenue mais ne s'est pas arrêtée. Ils nous ont simplement lancé mon sac où se trouvait mon téléphone portable et mon appareil photo.

*SL : Ils sont revenus pour vous rendre votre téléphone portable et votre appareil-photo ?*

YS : Oui.

*SL : C'est bizarre qu'ils se soient donné cette peine, non ? Ils auraient pu vous les confisquer puisqu'il s'agit de vos outils de travail.*

YS : Je ne sais pas. En tout cas, le tout a duré au total 25 minutes.

*SL : Vous comprenez néanmoins que tant que vous ne publierez pas les photos, on doutera encore de votre version, et cela jettera une ombre sur la crédibilité de l'ensemble de vos propos.*

YS : Ce n'est pas grave.

### ***La Suisse et le retour à Cuba***

*SL : En 2002, vous avez décidé d'émigrer en Suisse. Deux ans plus tard, vous êtes rentrée à Cuba. On a du mal à comprendre pourquoi vous avez quitté le « paradis européen » pour retourner dans le pays que vous décrivez comme un enfer. La question est simple : pourquoi ?*

YS : C'est une très bonne question. Tout d'abord, j'aime nager à contre-courant. J'aime organiser ma vie à ma manière. Ce qui est absurde, ce n'est pas de partir et de

revenir à Cuba, mais les lois migratoires cubaines qui stipulent que toute personne qui passe onze mois à l'étranger perd son statut de résident permanent. Dans d'autres conditions, je pourrais passer deux ans à l'étranger et avec l'argent gagné, je rentrerais à Cuba pour réparer ma maison et faire d'autres choses. Donc, ce n'est pas le fait que je décide de rentrer à Cuba qui est surprenant, mais ce sont les lois migratoires cubaines.

*SL : Ce qui est surprenant, c'est surtout le fait qu'ayant eu la possibilité de vivre dans l'un des pays les plus riches du monde, vous ayez choisi de rentrer dans votre pays que vous décrivez de manière plutôt apocalyptique, à peine deux ans après votre départ.*

YS : Les raisons sont plurielles. Tout d'abord, je n'ai pas pu partir avec ma famille. Nous sommes une petite famille mais nous sommes très unis avec ma sœur et mes parents. Mon père a été malade durant mon séjour et j'avais peur qu'il décède et de ne pas le revoir. Je me sentais aussi coupable de vivre mieux qu'eux. A chaque fois que je m'achetais une paire de chaussures, que je me connectais à Internet, je pensais à eux. Je me sentais coupable.

*SL : D'accord, mais en étant en Suisse vous pouviez les aider en leur faisant parvenir de l'argent.*

YS : C'est vrai. Mais il y a une autre raison. Je me suis dit qu'avec ce que j'avais appris en Suisse, en rentrant je pourrais changer les choses. Il a aussi la nostalgie à l'égard des personnes, de mes amis. Ce n'était pas une décision mûrement réfléchie mais je ne la regrette pas. J'avais envie de rentrer et je suis rentrée. C'est vrai que c'est quelque chose qui peut sembler inhabituel, mais j'aime faire des choses inhabituelles. J'ai ouvert un blog et les gens m'ont demandé pourquoi fais-tu cela, alors que ce blog m'a épanoui professionnellement.

*SL : Certes, mais malgré toutes ces raisons, on a toujours du mal à comprendre pourquoi vous êtes rentrée à Cuba alors qu'en Occident, on pense tous que tous les Cubains veulent quitter le pays. C'est d'autant plus surprenant dans votre cas car vous présentez votre pays, je me répète, de manière apocalyptique.*

YS : Je discuterais le terme, en tant que philologue, car « apocalyptique » est un terme grandiloquent. Il y a une chose qui caractérise mon blog, c'est la modération verbale.

*SL : Pas tout le temps en tout cas. Vous décrivez par exemple Cuba comme étant « une immense prison, avec des murs idéologiques ». Les termes sont un peu forts tout de même.*

YS : Je n'ai jamais écrit cela.

*SL : Ce sont en tout cas les propos qui vous sont prêtés dans une interview que vous avez donnée à la chaîne de télévision française France 24 le 22 octobre 2009.*

YS : Vous avez lu cela en français ou en espagnol.

*SL : En français.*

YS : Méfiez-vous des traductions car je n'ai jamais tenu ces propos. On me prête souvent des propos que je n'ai pas tenus. Par exemple, le journal espagnol ABC m'avait attribuée des propos que je n'avais jamais eus et j'ai protesté. L'article a finalement été retiré du site Internet.

*SL : Quels étaient ces propos ?*

YS : « Dans les hôpitaux de Cuba, les gens meurent plus de faim que de maladie ». C'était un pur mensonge. Je n'avais jamais dit cela.

*SL : Donc la presse occidentale a manipulé vos propos ?*

YS : Je ne dirais pas cela.

*SL : Si l'on vous prête des propos qui ne sont pas les vôtres, il s'agit de manipulation.*

YS : Granma manipule plus la réalité que la presse occidentale quand ils disent que je suis la création du groupe médiatique Prisa.

*SL : Justement, vous n'avez pas l'impression que la presse occidentale vous utilise parce que vous prônez un « capitalisme sui generis » à Cuba.*

YS : Je ne suis pas responsable de ce que fait la presse. Mon blog est une thérapie personnelle, un exorcisme. J'ai plus l'impression d'être manipulée dans mon pays qu'ailleurs. Vous savez qu'il existe une loi à Cuba, la loi 88 que l'on surnomme la loi « bâillon » qui emprisonne les gens qui font ce que nous sommes en train de faire.

*SL : C'est-à-dire ?*

YS : Que notre conversation peut être considérée comme un délit et que je peux risquer une peine allant jusqu'à 15 ans de prison peut-être.

*SL : Pardon, le fait que vous soyez interviewée peut vous conduire en prison ?*

YS : Bien sûr !

*SL : Je n'ai pas l'impression que cela vous inquiète tant que cela puisque vous m'accordez une interview en plein après-midi, dans le lobby d'un hôtel au centre de La Havane.*

YS : Je ne suis pas inquiète. Cette loi stipule que toute personne qui dénonce les violations des droits de l'homme à Cuba collabore avec les sanctions économiques, car Washington justifie l'imposition des sanctions contre Cuba en raison des violations des droits de l'homme.

*SL : Je crois savoir que la loi 88 a été votée en 1996 pour répondre à la loi Helms-Burton et qu'elle sanctionne surtout les personnes qui collaboreraient avec l'application de cette législation à Cuba, par exemple en fournissant des informations à Washington sur les investisseurs étrangers à Cuba pour que ceux-ci*

*soient poursuivis devant les tribunaux étasuniens. A ma connaissance, personne n'a été condamné pour cela jusqu'à présent.*

*Parlons de la liberté d'expression. Vous disposez d'une certaine liberté de ton sur votre blog. Vous êtes interviewée dans un hôtel fréquenté en plein après-midi. N'y a-t-il pas une contradiction entre le fait d'affirmer qu'il n'y a aucune liberté d'expression à Cuba et la réalité de vos écrits et de vos activités qui démontrent le contraire ?*

YS : Oui, mais on ne peut pas le consulter depuis Cuba car il est bloqué.

*SL : Je vous assure que je l'ai consulté ce matin juste avant l'interview, depuis cet hôtel.*

YS : C'est possible mais il est souvent bloqué. En tout cas, aujourd'hui, en ce qui me concerne, je ne pourrai jamais disposer du moindre espace dans la presse cubaine, alors que je suis une personne modérée, ni à la radio, ni à la télévision.

*SL : Mais vous êtes libre de publier ce que vous voulez sur votre blog.*

YS : Mais, je ne peux pas publier un seul mot dans la presse cubaine.

*SL : En France, qui est pourtant une démocratie, de larges secteurs de la population ne disposent d'aucun espace dans les médias puisque la plupart sont entre les médias de groupes économiques et financiers privés.*

YS : Oui mais c'est différent.

*SL : Avez-vous déjà reçu des menaces pour vos activités. Vous a-t-on menacé d'une peine de prison pour vos propos ?*

YS : Des menaces directes de peine de prison, non, mais on ne me laisse pas voyager à l'étranger. Je suis invitée actuellement à un Congrès sur la langue espagnole au Chili, j'ai effectué les démarches mais ils m'empêchent de sortir.

*SL : Vous a-t-on donné des explications ?*

YS : Aucune, mais je tiens à préciser une chose. Pour moi, les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba sont une atrocité. Il s'agit d'une politique qui a échoué. Je l'ai dit à maintes reprises mais on ne met pas cela en exergue parce que cela dérange que j'aie cette opinion et parce que cela rompt l'archétype de l'opposant.

### ***Les sanctions économiques***

*SL : Donc, vous êtes opposée aux sanctions économiques.*

YS : Absolument, et je le dis dans toutes les interviews. Il y a quelques semaines, j'ai envoyé une lettre au Sénat des Etats-Unis pour qu'ils permettent aux citoyens étasuniens de voyager à Cuba. C'est atroce de voir que l'on empêche les citoyens

étasuniens de se rendre à Cuba, tout comme le gouvernement cubain m'empêche de sortir de mon pays.

*SL : Que pensez-vous des espoirs suscités par l'élection d'Obama qui avait promis un changement dans la politique à l'égard de Cuba et qui a déçu ?*

YS : Il est arrivé au pouvoir sans le soutien du lobby fondamentaliste de Miami qui a soutenu l'autre candidat. Pour ma part, je me suis déjà prononcée contre les sanctions.

*SL : Ce lobby fondamentaliste justement s'oppose à la levée des sanctions économiques.*

YS : Je peux avoir une discussion avec eux et leur exposer mes arguments mais de là à dire que ce sont des ennemis de la patrie, je ne le pense pas.

*SL : Une partie d'entre eux a quand même participé à l'invasion de leur propre pays en 1961 sous les ordres de la CIA. Plusieurs d'entre eux sont également impliqués dans des actes de terrorisme contre Cuba.*

YS : Les Cubains de l'exil ont le droit de penser et de décider. Je suis pour qu'ils aient le droit de vote. Ici, on a souvent stigmatisé l'exil cubain.

*SL : L'exil « historique » ou ceux qui ont émigré par la suite pour des raisons économiques ?*

YS : À vrai dire, je suis opposée à tous les extrêmes. Mais ces personnes qui sont en faveur des sanctions ne sont pas anti-cubaines. Elles pensent qu'elles défendent Cuba selon leurs propres critères.

*SL : Peut-être, mais les sanctions économiques affectent les catégories les plus vulnérables de la population cubaine et non les dirigeants. Donc il est difficile d'être à la fois en faveur des sanctions et de prétendre défendre le bien-être des Cubains.*

YS : C'est leur avis. C'est comme ça.

*SL : Ils ne sont pas candides quand même. Ils savent que les Cubains souffrent des sanctions.*

YS : Ils sont différents tout simplement. Ils croient qu'ils pourront changer de régime en imposant des sanctions. En tout cas, je crois que le blocus a constitué l'argument parfait pour le gouvernement cubain pour maintenir l'intolérance, le contrôle et la répression interne.

*SL : Les sanctions économiques ont des effets quand même. Ou pensez-vous qu'elles constituent juste une excuse pour La Havane ?*

YS : C'est une excuse qui conduit à la répression.

*SL : Cela affecte-t-il le pays d'un point de vue économique, selon vous ? Ou est-ce marginal ?*

YS : Le véritable problème économique est le manque de productivité à Cuba. Si demain on levait les sanctions, je doute que l'on en voie les effets.

*SL : Dans ce cas, pourquoi les Etats-Unis ne lèvent-ils pas les sanctions, supprimant ainsi l'excuse pour le gouvernement ? On verrait ainsi que les difficultés économiques sont dues uniquement aux politiques intérieures. Si Washington insiste tant sur les sanctions, malgré leur caractère anachronique, malgré l'opposition de l'immense majorité de la communauté internationale, 187 pays en 2009, malgré l'opposition d'une majorité de l'opinion publique des Etats-Unis, malgré l'opposition du monde des affaires, c'est qu'il y a bien une raison.*

YS : Tout simplement parce qu'Obama n'est pas le dictateur des Etats-Unis et ne peut pas éliminer les sanctions.

*SL : Il ne peut pas les éliminer totalement car il faut un accord du Congrès, mais il peut néanmoins les alléger de manière considérable, ce qu'il n'a pas fait jusqu'à présent puisque hormis la suppression des restrictions imposées par Bush en 2004, presque rien n'a changé.*

YS : Non, ce n'est pas exact car il a également permis aux entreprises étasuniennes de télécommunications d'effectuer des transactions avec Cuba.

### ***Les prix internationaux, le site Internet et Barack Obama***

*SL : Vous admettez que c'est bien peu quand l'on sait qu'il avait promis une nouvelle approche avec Cuba. Revenons à votre cas personnel. Comment expliquez-vous cette avalanche de prix que vous avez reçus, ainsi que votre succès international ?*

YS : Je n'ai pas grand-chose à dire, si ce n'est exprimer ma gratitude. Tout prix implique une dose de subjectivité de la part du jury. Tout prix est discutable. Par exemple, je pense que beaucoup d'écrivains latino-américains méritaient le prix Nobel de littérature plus que Gabriel García Márquez.

*SL : Vous dites cela parce que vous pensez qu'il n'a pas tant de talent que cela ou pour sa position favorable à la Révolution cubaine ? Vous ne niez pas ses talents d'écrivain quand même ?*

YS : C'est mon opinion mais je ne vais pas dire qu'il a obtenu le prix pour sa position et que je vais l'accuser d'être un agent du gouvernement suédois.

*SL : Il a obtenu le prix pour son œuvre littéraire alors que vous avez été récompensé pour vos positions politiques contre le gouvernement. C'est du moins l'impression que l'on a.*

YS : Parlons du prix Ortega y Gasset du journal El País qui suscite le plus de polémiques. Je l'ai obtenu dans la catégorie « Internet ». Certains disent que d'autres journalistes ne l'ont pas obtenu, mais moi je suis une bloggeuse et je suis une

pionnière dans ce domaine. Je me considère comme étant une figure d'Internet. Le jury du prix Ortega y Gasset est composé de personnalités extrêmement prestigieuses et je ne dirais donc pas qu'elles se sont prêtées à une conspiration contre Cuba.

*SL : Vous ne pouvez pas nier que le journal espagnol El País a une ligne éditoriale extrêmement hostile à Cuba. Et certains pensent que le prix, doté de 15 000 euros, était une façon de récompenser vos écrits contre le gouvernement.*

YS : Les gens pensent ce qu'ils veulent. Je crois que c'est mon travail qui a été récompensé. Mon blog dispose de 10 millions d'entrées par mois. C'est un cyclone.

*SL : Comment faites-vous pour payer les frais de gestion d'un tel flux ?*

YS : Un ami en Allemagne s'en est chargé puisque le site était hébergé en Allemagne. Depuis plus d'un an, il est hébergé en Espagne et j'ai obtenu 18 mois d'hébergements gratuits grâce au prix The Bob's.

*SL : Et la traduction en 18 langues ?*

YS : Ce sont des amis et des admirateurs qui le font bénévolement et gratuitement.

*SL : Certains ont du mal à y croire car aucun autre site au monde, y compris ceux des plus importantes institutions internationales comme par exemple les Nations unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'OCDE, l'Union européenne, ne dispose d'autant de versions linguistiques. Ni le site du Département d'Etat des Etats-Unis, ni même celui de la CIA ne disposent d'une telle variété*

YS : C'est pourtant la réalité.

*SL : Le président Obama a même répondu à une demande d'interview de votre part. Comment expliquez-vous cela ?*

YS : Tout d'abord, il ne s'agissait pas de questions complaisantes.

*SL : On ne peut pas dire que vous étiez tellement critique non plus puisque vous n'avez pas demandé la fin des sanctions économiques dont vous dites qu'elles sont « utilisées pour justifier aussi bien le désastre économique que la répression à l'encontre de ceux qui pensent différemment ». C'est exactement ce que dit Washington à ce sujet. La question la plus osée est quand vous lui demandez s'il compte envahir Cuba. Comment expliquez-vous que le président Obama ait pris le temps de vous répondre malgré son emploi du temps chargé, une crise économique sans précédent, la réforme du système médical, l'Irak et l'Afghanistan, les bases militaires en Colombie, le coup d'Etat au Honduras, et les centaines de demandes d'interviews des plus importants médias du monde en attente ?*

YS : J'ai de la chance. Je vous signale que j'ai également envoyé une demande d'interview au président Raúl Castro et il ne m'a pas encore répondu. Je ne perds pas espoir. En plus, il a maintenant l'avantage de disposer des réponses d'Obama.

*SL : Comment êtes-vous arrivée à Obama ?*

YS : J'ai transmis l'interview à de nombreuses personnes qui venaient me voir et qui pouvaient avoir un contact avec lui.

*SL : Vous pensez qu'Obama vous a répondu parce que vous êtes une bloggeuse cubaine ou parce que vous vous opposez au gouvernement ?*

YS : Je ne crois pas. Obama m'a répondu car il parle aux citoyens.

*SL : Il reçoit des milliers de sollicitations par jour. Pourquoi vous avoir répondu si vous êtes une simple bloggeuse ?*

YS : Obama est proche de ma génération, de ma façon de penser.

*SL : Mais pourquoi vous ? Il y a des millions de bloggeurs dans le monde. Vous ne pensez pas que vous avez été instrumentalisé dans la guerre médiatique de Washington contre La Havane ?*

YS : A mon avis, il voulait peut-être répondre à certains points comme l'invasion de Cuba. Je lui ai ainsi peut-être donné l'opportunité de s'exprimer sur un sujet qu'il voulait aborder depuis longtemps. La propagande politique nous parle constamment d'une possible invasion de Cuba.

*SL : Mais il y en a eu une, non ?*

YS : Quand ?

*SL : En avril 1961. Et en 2003, Roger Noriega, alors sous-secrétaire d'Etat aux Affaires interaméricaines avait déclaré que toute vague migratoire cubaine vers les Etats-Unis serait considérée comme une menace pour la sécurité nationale et nécessiterait une réponse militaire.*

YS : C'est un autre sujet. Pour en revenir à l'interview, je crois qu'elle a permis d'éclairer certains points. J'ai l'impression qu'il y a un désir des deux côtés de ne pas normaliser les relations, de ne pas s'entendre. J'ai posé ces questions pour savoir quand est-ce qu'on allait trouver une solution.

*SL : Qui est responsable de ce conflit entre les deux pays selon vous ?*

YS : C'est difficile de trouver un coupable.

*SL : Dans ce cas précis, les Etats-Unis imposent des sanctions unilatérales à Cuba et non le contraire.*

YS : Oui, mais Cuba a confisqué des propriétés aux Etats-Unis.

*SL : J'ai l'impression que vous vous faites l'avocate de Washington.*

YS : Les confiscations ont eu lieu.

*SL : Certes, mais conformément au droit international. Cuba a également confisqué des propriétés à la France, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni, et a indemnisé ces nations. Le seul pays qui a refusé les indemnisations est les Etats-Unis.*

YS : Cuba a également permis l'installation de bases militaires sur son territoire et de missiles d'un empire lointain...

*SL : ...Tout comme les Etats-Unis ont installé des bases nucléaires contre l'URSS en Italie et en Turquie.*

YS : Les missiles nucléaires pouvaient toucher les Etats-Unis.

*SL : ...Tout comme les missiles nucléaires étasuniens pouvaient toucher Cuba ou l'URSS.*

YS : C'est vrai, mais je crois qu'il y a une escalade dans la confrontation de la part des deux pays.

### ***Les cinq prisonniers politiques cubains et la dissidence***

*SL : Abordons un autre thème. On parle beaucoup des cinq prisonniers politiques cubains aux Etats-Unis condamnés à des peines de prison à vie pour avoir infiltré des groupuscules d'extrême droite en Floride impliqués dans le terrorisme contre Cuba.*

YS : Ce n'est pas un thème qui intéresse la population. C'est de la propagande politique.

*SL : Mais quel est votre point de vue à ce sujet ?*

YS : Je vais essayer d'être la plus neutre possible. Ce sont des agents du Ministère de l'Intérieur qui se sont infiltrés aux Etats-Unis pour recueillir des informations. Le gouvernement cubain dit qu'ils n'effectuaient pas des actes d'espionnage mais qu'ils avaient infiltré des groupes cubains pour éviter des attaques terroristes. Mais le gouvernement cubain a toujours dit que ces groupes étaient liés à Washington.

*SL : Donc les groupes radicaux d'exilés sont liés au gouvernement des Etats-Unis.*

YS : C'est ce que dit la propagande politique.

*SL : Donc ce n'est pas vrai.*

YS : Si cela est vrai, cela veut dire donc les cinq réalisaient des activités d'espionnage.

*SL : Dans ce cas, les Etats-Unis doit reconnaître que les groupes violents font partie du gouvernement.*

YS : C'est vrai.

*SL : Pensez-vous les Cinq doivent être libérés ou méritent-ils leurs peines ?*

YS : Je crois que cela vaudrait peut-être la peine de revoir les cas, mais dans un contexte politique plus tranquille. Je ne suis pas sûre que l'utilisation politique de cette affaire soit bonne pour eux. Le gouvernement cubain médiatise trop cette affaire.

*SL : Peut-être parce qu'il s'agit d'une affaire qui est totalement censurée par la presse occidentale.*

YS : Je pense que l'on pourrait sauver la situation de ces personnes qui sont des êtres humains, qui ont une famille, des enfants, mais de l'autre côté, il y a également les victimes.

*SL : Mais les cinq n'ont pas commis de crimes.*

YS : Non, mais ils ont fourni des informations qui ont engendré la mort de plusieurs personnes.

*SL : Vous faites référence aux événements du 24 février 1996, lorsque deux avions de l'organisation radicale Brothers to the Rescue ont été abattus après avoir violé l'espace aérien cubain à maintes reprises et lancé des appels à la rébellion.*

YS : Oui.

*SL : Néanmoins, le procureur a reconnu qu'il était impossible de prouver la culpabilité de Gerardo Hernández dans cette affaire.*

YS : C'est vrai. Je pense que quand la politique investit le domaine de la justice, on en arrive à cela.

*SL : Vous pensez qu'il s'agit d'une affaire politique ?*

YS : Pour le gouvernement cubain, il s'agit d'une affaire politique.

*SL : Et pour les Etats-Unis ?*

YS : Je crois savoir qu'il y a une séparation des pouvoirs là-bas, mais il se peut que l'atmosphère politique ait influencé les juges et le jury, mais je ne crois pas qu'il s'agisse d'une affaire politique téléguidée depuis Washington. Mais il est difficile d'avoir une image claire de cette affaire, car nous n'avons jamais pu obtenir une information complète sur cette affaire. Mais la priorité pour les Cubains est la libération des prisonniers politiques ici.

### ***Le financement des dissidents cubains par les Etats-Unis***

*SL : Wayne S. Smith, dernier ambassadeur des Etats-Unis à Cuba, a déclaré qu'il était « illégal et imprudent d'envoyer de l'argent aux dissidents cubains ». Il a ajouté que « personne ne devrait donner de l'argent aux dissidents et encore moins dans le but de renverser le gouvernement cubain ». Et il explique : « Lorsque les Etats-Unis*

*déclarent que leur objectif est de renverser le gouvernement cubain, et qu'ensuite ils affirment qu'un des moyens pour y parvenir est de fournir des fonds aux dissidents cubains, ces derniers sont placés de facto dans la position d'agents payés par une puissance étrangère pour renverser leur propre gouvernement »*,

YS : Je crois que l'on a présenté le financement de l'opposition par les Etats-Unis comme une réalité, ce qui n'est pas le cas. Je connais plusieurs membres du groupe des 75 dissidents arrêtés en 2003, et je doute vraiment de cette version. Je n'ai pas de preuves que les 75 aient été arrêtés pour cela. Je ne crois pas aux preuves présentées devant les tribunaux cubains.

*SL : Je ne crois pas qu'il soit possible de nier cette réalité.*

YS : Pourquoi ?

*SL : Le gouvernement des Etats-Unis lui-même affirme qu'il finance l'opposition interne depuis 1959. Il suffit de consulter, en plus des archives étasuniennes partiellement déclassifiées, la section 1705 de la loi Torricelli de 1992, la section 109 de la loi Helms-Burton de 1996 et les deux rapports de la Commission d'Assistance à une Cuba libre de mai 2004 et juillet 2006. Tous ces documents révèlent que le président des Etats-Unis finance l'opposition interne à Cuba dans le but de renverser le gouvernement de La Havane.*

YS : Je ne sais pas, mais...

*SL : Si vous me permettez, je vais citer les lois en question. Ainsi, la section 1705 de la loi Torricelli stipule que « les Etats-Unis fourniront une assistance, à des organisations non gouvernementales appropriées, pour soutenir des individus et des organisations qui promeuvent un changement démocratique non violent à Cuba ».*

*La section 109 de la loi Helms-Burton est également très claire : « Le Président [des Etats-Unis] est autorisé à fournir une assistance et offrir tout type de soutien à des individus et des organisations non gouvernementales indépendantes pour soutenir des efforts en vue de construire la démocratie à Cuba ».*

*Le premier rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre prévoit la mise en place d'un « solide programme de soutien favorisant la société civile cubaine ». Parmi les mesures préconisées, un financement à hauteur de 36 millions de dollars est destiné au « soutien de l'opposition démocratique et au renforcement de la société civile émergente ».*

*Le second rapport de la Commission d'assistance à une Cuba libre prévoit un budget de 31 millions de dollars pour financer davantage l'opposition interne. De plus, un financement d'au moins 20 millions de dollars annuels est alloué à ce même effet pour les années suivantes « jusqu'à ce que la dictature cesse d'exister ».*

YS : Qui vous dit que cet argent est arrivé entre les mains des dissidents ?

*SL : La Section d'intérêts nord-américains, l'a affirmé dans un communiqué : « Depuis longtemps, la politique des Etats-Unis consiste à fournir une assistance*

*humanitaire au peuple cubain, particulièrement aux familles des prisonniers politiques. Nous permettons également aux organisations privées de le faire ».*

YS : Bon...

*SL : Même Amnesty International, qui évoque la présence de 58 prisonniers politiques à Cuba reconnaît que ceux-ci sont incarcérés pour avoir « reçu des fonds ou du matériel du gouvernement américain pour des activités perçues par les autorités comme subversives ou faisant du tort à Cuba ».*

YS : Je ne sais pas si...

*SL : Par ailleurs, les dissidents eux-mêmes reconnaissent recevoir de l'argent des Etats-Unis. Laura Pollán des Dames en Blanc a déclaré : « Nous acceptons l'aide, le soutien, que ce soit de l'extrême droite ou de la gauche, sans conditions ». L'opposant Vladimiro Roca a également confessé que la dissidence cubaine était stipendiée par Washington tout en rétorquant que l'aide financière reçue était « totalement et complètement légale ». Pour le dissident René Gómez, le soutien financier de la part des Etats-Unis n'est « pas une chose qu'il faudrait cacher ou dont il faudrait avoir honte ». L'opposant Elizardo Sánchez a implicitement confirmé l'existence d'un financement de la part des Etats-Unis : « La question n'est pas de savoir qui envoie de l'aide mais ce que l'on en fait ».*

YS : C'est

*SL : Même la presse occidentale reconnaît cela. L'Agence France-Presse informe que « les dissidents ont pour leur part revendiqué et assumé ces aides financières ». L'agence espagnole EFE fait allusion aux « opposants payés par les Etats-Unis ». Selon l'agence de presse britannique Reuters, « le gouvernement étasunien fournit ouvertement un soutien financier fédéral pour les activités des dissidents. Et je pourrais multiplier les exemples.*

YS : Tout ceci est la faute du gouvernement cubain qui empêche la prospérité économique de ses citoyens, qui impose un rationnement à la population. Il faut faire la queue pour obtenir des produits. Il faut juger d'abord le gouvernement cubain qui a amené des milliers de personnes à accepter l'aide étrangère.

*SL : Le problème est qu'en faisant cela, les dissidents commettent un délit qui est sévèrement sanctionné par la loi cubaine, mais également par tous les codes pénaux du monde entier. Etre financé par une puissance étrangère est un grave délit en France et dans le reste du monde.*

YS : On peut admettre que le fait de financer une opposition est une preuve d'ingérence mais...

*SL : Mais dans ce cas, les personnes que vous qualifiez de prisonniers politiques ne sont pas des prisonniers politiques car elles ont commis un délit en acceptant de l'argent des Etats-Unis et la justice cubaine les a condamnées sur cette base.*

YS : Je crois que ce gouvernement s'est immiscé à maintes reprises dans les affaires internes des autres pays en finançant des mouvements rebelles et la guérilla. Il est intervenu en Angola et...

*SL : Oui, mais il s'agissait d'aider les mouvements indépendantistes contre le colonialisme portugais et le régime ségrégationniste d'Afrique du Sud. Quand l'Afrique du Sud a envahi la Namibie, Cuba est intervenue pour défendre l'indépendance de ce pays. Nelson Mandela a remercié publiquement Cuba pour cela et c'est la raison pour laquelle il a réservé son premier voyage à La Havane et non pas à Washington ou à Paris.*

YS : Mais beaucoup de Cubains sont morts pour cela, loin de leur terre.

*SL : Mais c'était pour une noble cause, que ce soit en Angola, au Congo ou en Namibie. La bataille de Cuito Cuanavale en 1988 a quand même permis de mettre fin à l'Apartheid en Afrique du Sud. C'est Nelson Mandela qui le dit ! Vous n'êtes pas fière de cela ?*

YS : D'accord, mais en fin de compte, je suis plus gênée par l'ingérence de mon pays à l'étranger qu'autre chose. Ce qu'il faut, c'est dépenaliser la prospérité.

*SL : Y compris le fait de recevoir de l'argent d'une puissance étrangère ?*

YS : Il faut que les gens puissent être autonomes financièrement.

*SL : Si je comprends bien, vous prônez la privatisation de certains secteurs de l'économie ?*

YS : Privatiser, je n'aime pas le terme car il a une connotation négative, mais mettre entre des mains privées, oui.

### ***Acquis sociaux à Cuba ?***

*SL : C'est une question sémantique donc. Quelles sont selon vous les acquis de ce pays ?*

YS : Chaque acquis a eu un coût énorme. Toutes les choses qui peuvent vous sembler positives ont un coût en termes de liberté. Mon fils reçoit une éducation très endoctrinée, on lui raconte une histoire de Cuba qui ne correspond en rien à la réalité. Je préférerais une éducation moins idéologique pour mon enfant. Par ailleurs, personne ne veut être enseignant dans ce pays, car les salaires sont très bas.

*SL : D'accord, mais cela n'empêche pas Cuba d'être le pays qui dispose du plus grand nombre de professeurs par habitant au monde, avec des classes à 20 élèves maximum, ce qui n'est pas le cas en France par exemple.*

YS : Oui, mais il y a un coût à cela et c'est pour cela que l'éducation et la santé ne sont pas de véritables acquis pour moi.

*SL : On ne peut pas nier quelque chose de reconnu par l'ensemble des institutions internationales. Au niveau de l'éducation, le taux d'analphabétisme pour l'Amérique latine est de 11,7% et de 0,2% pour Cuba. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire (jusqu'à 11 ans) est de 92% pour le continent latino-américain et de 100% pour Cuba. Le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire (jusqu'à 14 ans) est de 52% pour l'Amérique latine et de 99,7% pour Cuba. Ces chiffres proviennent du Département de l'Education de l'UNESCO.*

YS : D'accord, en 1959, Cuba vivait dans des conditions difficiles mais la situation n'était pas si mauvaise. Il y avait une vie intellectuelle florissante, une pensée politique vive. En réalité, la plupart des supposés acquis actuels que l'on présente comme étant dus au système étaient inhérents à notre idiosyncrasie. Ces acquis étaient déjà présents.

*SL : C'est inexact et je vais vous citer une source au-dessus de tout soupçon : un rapport de la Banque mondiale. C'est une citation assez longue, mais elle en vaut le détour.*

*« Cuba est internationalement reconnue pour ses succès dans le domaine de l'éducation et de la santé, avec un service social qui dépasse celui de la plupart des pays en voie de développement et qui dans certains secteurs, est comparable à celui des pays développés. Depuis la Révolution cubaine en 1959, et l'établissement d'un gouvernement communiste à parti unique, le pays a créé un système de services sociaux qui garantit l'accès universel à l'éducation et à la santé, fourni par l'Etat.*

*Ce modèle a permis à Cuba d'atteindre un alphabétisme universel, d'éradiquer certaines maladies, un accès général à l'eau potable et à une salubrité publique de base, l'un des taux de mortalité infantile les plus bas de la région et l'une des plus longues espérances de vie.*

*Une révision des indicateurs sociaux de Cuba révèle une amélioration presque continue de 1960 à 1980. Plusieurs indices majeurs, tels que l'espérance de vie et le taux de mortalité infantile, ont continué à se bonifier pendant la crise économique du pays dans les années 1990 [...].*

*Aujourd'hui, la performance sociale de Cuba est l'une des meilleures du monde en voie de développement, comme le documentent de nombreuses sources internationales, y compris l'Organisation mondiale de la santé, le Programme des Nations unies pour le développement et d'autres agences de l'ONU, ainsi que la Banque mondiale.*

*Selon les indicateurs de développement du monde de 2002, Cuba surpasse largement à la fois l'Amérique latine et les Caraïbes, et d'autres pays à revenus intermédiaires dans les plus importants indices d'éducation, de santé et de salubrité publique ».*

*De plus, les chiffres démontrent le contraire. En 1959, le taux de mortalité infantile était de 60 pour mille. Il est désormais de 4,8 pour mille pour l'année 2009. Il s'agit du taux le plus bas du continent américain et du Tiers-monde, plus bas encore que celui des Etats-Unis.*

YS : D'accord, mais...

*SL : L'espérance de vie était de 58 ans avant la Révolution Elle atteint presque les 80 ans et est similaire à celle de nombreux pays développés. Cuba dispose désormais de 67 000 médecins contre 6 000 en 1959. Selon le journal anglais The Guardian Cuba dispose de deux fois plus de médecins que l'Angleterre pour une population quatre fois inférieure.*

YS : D'accord, mais en termes de liberté d'expression, il y a eu une réduction par rapport au gouvernement de Batista. Le régime était une dictature mais il y avait une liberté de la presse plurielle et ouverte, des émissions de radio de toutes les tendances politiques.

*SL : Ce n'est pas exact. La censure de la presse existait également. En décembre 1956 et janvier 1959, durant la guerre contre le régime de Batista, la censure avait été imposée 630 jours sur 759. Et les opposants subissaient un triste sort.*

YS : C'est vrai qu'il y avait de la censure, des intimidations, des morts à la fin.

*SL : Donc, vous ne pouvez pas dire que la situation était meilleure sous Batista puisque l'on assassinait les opposants. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Vous pensez que la date du 1er janvier 1959 est une tragédie pour l'histoire de Cuba ?*

YS : Non, non, en aucun cas. C'est un processus qui a suscité beaucoup d'espairs mais qui a trahi la grande majorité des Cubains. Cela a été un moment lumineux pour une bonne partie de la population mais on a mis fin à une dictature et on en a instauré une autre. Mais je ne serais pas aussi négatif que certains.

### ***Luis Posada Carriles, la loi d'Ajustement cubain et l'émigration***

*SL : Quelle est votre opinion sur Luis Posada Carriles, ancien agent de la CIA responsable de nombreux crimes à Cuba, et que les Etats-Unis refusent de juger ?*

YS : C'est un thème politique qui n'intéresse pas les gens. C'est un rideau de fumée.

*SL : Il intéresse au moins les familles des victimes. Quel est votre point de vue à ce sujet.*

YS : Je n'aime pas les actions violentes.

*SL : Vous condamnez ses actes de terrorisme ?*

YS : Je condamne tout acte de terrorisme y compris ceux qui sont commis actuellement en Irak par une prétendue résistance qui tuent des Iraquiens.

*SL : Qui tue le plus les Iraquiens ? Les attaques de la résistance ou les bombardements des Etats-Unis ?*

YS : Je ne sais pas.

*SL : Un mot sur la loi d'Ajustement cubain qui stipule que tout Cubain qui émigre légalement ou illégalement vers les Etats-Unis obtient automatiquement le statut de résident permanent.*

YS : C'est un avantage dont ne disposent pas les autres pays. Mais le fait que les Cubains émigrent vers les Etats-Unis est dû au fait que la situation est difficile ici.

*SL : Et que les Etats-Unis sont le pays le plus riche du monde aussi. Beaucoup d'Européens émigrent également. Vous reconnaissez quand même que la loi d'Ajustement cubain est un formidable outil d'incitation à l'émigration légale et illégale.*

YS : C'est effectivement un facteur d'incitation.

*SL : Vous ne voyez pas cela comme un outil pour déstabiliser la société et le gouvernement ?*

YS : Dans ce cas, on peut également dire que le fait d'octroyer la nationalité espagnole aux descendants d'espagnols nés à Cuba est un facteur de déstabilisation.

*SL : Ca n'a rien à voir car il y a des raisons historiques à cela, et de plus, l'Espagne applique cette loi pour tous les pays d'Amérique latine et pas seulement pour Cuba, alors que la loi d'Ajustement cubain est unique au monde.*

YS : Mais il y a des relations fortes. On joue au base-ball à Cuba comme aux Etats-Unis.

*SL : En République dominicaine aussi et pourtant il n'y a pas de loi d'ajustement dominicain.*

YS : Il y a néanmoins une tradition de rapprochement.

*SL : Pourquoi cette loi n'est-elle pas apparue avant la Révolution alors ?*

YS : Parce que les Cubains ne voulaient pas quitter leur pays. A l'époque, Cuba était un pays d'immigration et non pas d'émigration.

*SL : C'est absolument faux puisque que dans les années 1950, Cuba occupait le second rang des pays américains en termes d'émission migratoire vers les Etats-Unis, juste derrière le Mexique. Cuba envoyait plus d'émigrants vers les Etats-Unis que l'ensemble de l'Amérique centrale et l'Amérique du sud réunies, alors qu'aujourd'hui Cuba n'occupe que le 10ème rang, malgré la loi d'ajustement cubaine et les sanctions économiques.*

YS : Peut-être, mais il n'y avait pas cette obsession de quitter le pays.

*SL : Les chiffres démontrent le contraire. Actuellement, je le répète, Cuba n'occupe que le 10ème rang du continent américain en termes d'émission migratoire vers les Etats-Unis. Donc, l'obsession dont vous parlez est plus forte dans au moins neuf pays du continent.*

YS : Oui mais à l'époque les Cubains partaient et revenaient ensuite.

*SL : C'est le cas aujourd'hui également puisque chaque année les Cubains de l'étranger reviennent en vacances ici. Avant 2004 et les restrictions imposées par Bush qui limitaient les voyages des Cubains des Etats-Unis à 14 jours tous les trois ans, les Cubains constituaient la minorité des Etats-Unis qui voyageait le plus souvent vers son pays d'origine, beaucoup plus que les Mexicains par exemple, ce qui démontre que les Cubains des Etats-Unis sont dans leur immense majorité des émigrés économiques et non des exilés politiques puisqu'ils rentrent chez eux chaque année pour les vacances, ce que ne ferait pas un exilé politique.*

YS : Oui, mais demandez-leur s'ils ont envie de rester et vivre ici de nouveau.

*SL : C'est ce que vous avez fait non ? Et en plus sur votre blog vous avez dit en juillet 2007 que vous étiez loin d'être un cas isolé. Je vous cite : « Il y a trois ans, à Zurich avec mon fils, j'ai décidé de rentrer vivre dans mon pays. Mes amis croyaient que je leur faisais une blague, ma mère a refusé de croire que sa fille ne vivait plus dans la Suisse du lait et du chocolat ». Le 12 août 2004, Vous vous êtes présentée au bureau provincial des services d'immigration de La Havane pour expliquer votre cas. Vous avez écrit : « Ma surprise a été énorme lorsqu'on m'a dit de faire la queue dans la file de 'ceux qui avaient décidé de rentrer au pays' [...]. J'ai ainsi découvert d'autres 'fous' comme moi, avec leur histoire truculente de retour au pays ». Ce phénomène de retour au pays existe donc.*

YS : Oui, mais ce sont des gens qui rentrent pour des raisons personnelles. Il y en avait qui avaient des dettes à l'étranger, d'autres qui ne supportaient pas la vie ailleurs. Bref, une multitude de raisons.

*SL : Donc, malgré les difficultés et les vicissitudes quotidiennes, la vie n'est pas si terrible que ça ici. Vous pensez que les Cubains ont une vision trop idyllique de la vie à l'étranger ?*

YS : C'est dû à la propagande du régime qui présente de manière trop négative la vie ailleurs et cela a eu le résultat inverse auprès des gens, qui ont trop idéalisé le mode de vie occidental. Le problème est qu'à Cuba, l'émigration de plus de onze mois est définitive alors qu'on pourrait vivre deux ans à l'étranger et revenir passer un certain temps puis repartir, etc.

*SL : Donc, si je comprends bien, le problème à Cuba est plus d'ordre économique qu'autre chose puisque les gens souhaitent quitter le pays uniquement pour améliorer leur niveau de vie.*

YS : Beaucoup aimeraient voyager à l'étranger et pouvoir revenir ensuite mais les lois migratoires ne le permettent pas. Je suis sûre que si cela était possible, beaucoup de gens émigreraient deux ans et reviendraient ensuite pour éventuellement repartir puis revenir de nouveau, etc.

*SL : Sur votre blog, il y a eu des commentaires intéressants à ce sujet. Plusieurs émigrés avaient fait part de leurs désillusions à l'égard du mode de vie occidental.*

YS : C'est très humain. Vous tombez amoureux d'une femme et trois mois plus tard vous perdez vos illusions. Vous achetez une paire de chaussures et au bout de deux jours, elles ne vous plaisent plus. Les désillusions font partie de la condition humaine. Le pire est que les gens ne puissent pas revenir.

*SL : Mais les gens reviennent.*

YS : Oui, mais uniquement en vacances.

*SL : Mais ils ont le droit de rester autant de temps qu'ils le souhaitent, plusieurs années même, sauf qu'ils perdent les avantages liés à leur condition de résident permanent comme le carnet de rationnement, la priorité pour le logement, etc....*

YS : Oui, mais les gens ne peuvent pas passer plusieurs mois ici, car ils ont leur vie à l'étranger, leur travail, etc....

*SL : C'est autre chose, et c'est la même chose pour tous les émigrés du monde entier. En tout cas, ils peuvent parfaitement rentrer à Cuba quand bon leur semble et y rester autant de temps qu'ils le souhaitent. La seule chose est que s'ils restent plus de onze mois à l'étranger, ils perdent certains avantages. Par ailleurs, j'ai du mal à comprendre : si la réalité est si terrible ici, quelqu'un qui a la chance de vivre à l'étranger dans un pays développé, pourquoi souhaiterait-il rentrer vivre de nouveau chez lui à Cuba ?*

YS : Pour de multiples raisons, pour ses liens familiaux, etc.

*SL : Donc la réalité n'est pas si dramatique que cela.*

YS : Je ne dirais pas cela, mais certains disposent de meilleures conditions de vie que d'autres.

*SL : Quels sont selon vous les objectifs du gouvernement des Etats-Unis à l'égard de Cuba ?*

YS : Les Etats-Unis souhaitent un changement de gouvernement à Cuba, mais c'est ce que je souhaite également.

*SL : Donc vous partagez un objectif commun avec les Etats-Unis.*

YS : Comme beaucoup de Cubains.

*SL : Je ne suis pas convaincu de cela, mais pourquoi ? Parce que c'est une dictature ? Que veut Washington pour Cuba ?*

YS : Je crois qu'il s'agit d'une question géopolitique. Il y a aussi la volonté de l'exil cubain qui est prise en compte, et qui veut une nouvelle Cuba, le bien-être des Cubains.

*SL : En imposant des sanctions économiques ?*

YS : Tout dépend à qui vous faites référence. Pour ce qui est des Etats-Unis, je crois qu'ils veulent empêcher la bombe migratoire cubaine d'exploser.

*SL : Vraiment ? Avec la loi d'ajustement cubain qui incite les Cubains à quitter le pays ? Ce n'est pas sérieux. Pourquoi n'abrogent-ils pas la loi dans ce cas ?*

YS : Je crois que le but réel des Etats-Unis est d'en finir avec le gouvernement de Cuba, afin de disposer d'une espace plus stable. Mais on a souvent parlé de David contre Goliath pour parler du conflit. Mais le seul Goliath pour moi est le gouvernement cubain qui impose un contrôle, l'illégalité, les salaires bas, la répression, les limitations.

*SL : Vous ne pensez pas que l'hostilité des Etats-Unis a contribué à tout cela ?*

YS : Non seulement, je pense qu'elle a contribué à cela mais qu'elle est également devenue le principal argument pour dire que l'on vit dans une forteresse assiégée et que toute dissidence est une trahison. Je crois en réalité que le gouvernement cubain craint que cette confrontation disparaisse. Le gouvernement cubain souhaite le maintien des sanctions économiques.

*SL : Vraiment ? C'est exactement ce que dit Washington de manière un peu contradictoire parce que si c'était vraiment le cas, il lèverait les sanctions pour placer le gouvernement cubain face à ses propres responsabilités. Il n'y aurait ainsi plus l'excuse des sanctions pour justifier les problèmes à Cuba.*

YS : À chaque fois que les Etats-Unis ont essayé d'améliorer la situation, le gouvernement cubain a eu une attitude contre-productive.

*SL : A quel moment les Etats-Unis ont-ils essayé d'améliorer la situation ? Depuis 1960, les sanctions n'ont fait que se renforcer, si l'on excepte la période Carter. Donc il est difficile de tenir ce discours. En 1992, les Etats-Unis ont voté la loi Torricelli au caractère extraterritorial ; en 1996, la loi Helms-Burton, extraterritoriale et rétroactive ; en 2004, Bush a adopté de nouvelles sanctions et les a de nouveau accrues en 2006. On ne peut pas dire que les Etats-Unis aient essayé d'améliorer la situation. Les faits démontrent le contraire. Par ailleurs, si les sanctions sont réellement favorables au gouvernement cubain et qu'il ne s'agit là que d'une excuse, pourquoi ne pas les éliminer ? Ce ne sont pas les dirigeants qui souffrent des sanctions mais le peuple.*

YS : Obama a effectué un pas en ce sens, insuffisant peut-être mais intéressant.

*SL : Il a simplement éliminé les restrictions imposées aux Cubains des Etats-Unis par Bush qui leur interdisait de se rendre dans leur pays plus de 14 jours tous les trois ans, dans le meilleur des cas, et à condition de disposer d'un membre direct de sa famille à Cuba. Il avait même redéfini le concept de famille. Ainsi, un Cubain de Floride qui ne disposait que d'un oncle à Cuba ne pouvait pas se rendre dans son pays car il n'était pas considéré comme membre « direct » de la famille. Obama n'a pas éliminé toutes les sanctions imposées par Bush et on en n'est même pas revenu au statut quo en vigueur sous Clinton.*

YS : Je crois que les deux parties doivent surtout baisser le ton et Obama l'a fait. Ensuite, Obama ne peut éliminer les sanctions car il faut un accord du Congrès.

*SL : Mais il peut considérablement les assouplir en signant de simples ordres exécutifs, ce qu'il refuse de faire pour le moment.*

YS : Il est occupé sur d'autres dossiers, comme le chômage et la réforme de santé.

*SL : Mais il a pris le temps de répondre à votre interview.*

YS : J'ai beaucoup de chance.

*SL : La position du gouvernement cubain est la suivante : nous n'avons pas de pas à effectuer à l'égard des Etats-Unis car nous n'imposons pas de sanctions aux Etats-Unis.*

YS : Oui, le gouvernement dit également que les Etats-Unis n'ont pas à demander des changements internes car il s'agit d'une ingérence.

*SL : C'est le cas, non ?*

YS : Donc, si moi, je demande un changement, je fais également preuve d'ingérence ?

*SL : Non, parce que vous, vous êtes cubaine et qu'à ce titre vous avez le droit de décider du futur de votre pays.*

YS : Le problème n'est pas qui demande les changements, mais les changements en question.

*SL : Je ne suis pas sûr, car en tant que Français, je n'aimerais pas que le gouvernement belge ou allemand s'immisce dans les affaires internes de la France. En tant que cubaine, acceptez-vous que le gouvernement des Etats-Unis vous dise comment vous devez régir votre pays ?*

YS : Si l'objectif est d'agresser le pays, c'est évidemment inacceptable.

*SL : Considérez-vous les sanctions économiques comme une agression ?*

YS : Oui, je considère cela comme une agression qui n'a pas eu les résultats escomptés et qui est une momie de la guerre froide qui n'a plus aucun sens, qui a fait du mal au peuple et qui a renforcé le gouvernement. Mais je répète que le gouvernement cubain est responsable à 80% de la crise économique actuelle et 20% est dû sanctions économiques.

*SL : Encore une fois, je me répète, c'est exactement la position du gouvernement des Etats-Unis et les chiffres démontrent le contraire. Si c'était le cas, je ne crois pas que 187 pays du monde prendraient la peine de voter une résolution contre les sanctions économiques. C'est la 18ème fois consécutive qu'une immense majorité des membres de l'Onu se prononce contre ce châtiment économique. Si cela était marginal, je ne crois pas qu'ils prendraient la peine de le faire.*

YS : Mais, je ne suis pas une spécialiste en économie, c'est mon sentiment personnel.

*SL : Que préconisez-vous pour Cuba ?*

YS : Je pense qu'il faut libéraliser l'économie. Bien sûr, on ne peut pas faire cela du jour au lendemain, car cela provoquerait une fracture et des disparités sociales qui affecteraient les plus démunis. Mais il faut le faire graduellement et le gouvernement cubain a la possibilité de le faire.

*SL : Un capitalisme « sui generis », comme vous dites.*

YS : Cuba est une île sui generis. Nous pouvons créer un capitalisme sui generis.

*SL : Yoani Sánchez, merci pour votre temps et votre disponibilité.*

YS : Merci à vous.

*Transmis par l'auteur de l'interview*

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Conversations-avec-la-bloggeuse-cubaine-Yoani-Sanchez.html>